

CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE REALISATION DE TRAVAUX DE VOIRIE SUR LA COMMUNE d' EMANVILLE

ENTRE

- La commune d'Emanville, représentée par Monsieur Thierry DULUT, mairie, dûment habilité par une délibération du conseil municipal en date du
Dénommée ci-après la commune

ET

- La communauté de communes du Pays du Neubourg, représentée par Monsieur Jean-Paul LEGENDRE, président, dûment habilité par délibération du conseil communautaire en date du 02 Octobre 2023.
Dénommée ci-après la communauté de communes

Vu le code de la commande publique et notamment les articles L2411-1 et L2422-12,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5214-16,
Vu les statuts de la communauté de communes du pays du Neubourg,
Vu la définition de l'intérêt communautaire de la compétence voirie.

Préambule :

Les travaux ont pour but la réfection de la voirie, en y incluant des travaux d'assainissement de l'eau pluviale et l'aménagement de trottoirs pour la rue Maubuisson (cf. plan). La réalisation de ces travaux relève à la fois de la compétence de la communauté de communes (réfection de la chaussée) et de la compétence de la commune (travaux d'assainissement de l'eau pluviale aux abords de cette rue et l'aménagement de trottoirs).

Dans un souci de cohérence territoriale, d'optimisation des investissements publics et d'aide aux communes, cette opération doit être menée conjointement par la communauté de communes et la commune. Et pour une meilleure coordination, il est important que l'une des deux collectivités assure l'ensemble des missions de maîtrise d'ouvrage.

Aussi, il est proposé que la communauté de communes soit le maître d'ouvrage délégué (mandataire) pour réaliser le suivi, la surveillance, ainsi que la réception pour l'ensemble des travaux d'assainissement de l'eau pluviale et d'aménagement de trottoirs de la rue Maubuisson à Emanville.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention détermine le cadre dans lequel la commune délègue à la communauté de communes la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Les travaux consistent à la réfection de la voirie, en y incluant des travaux d'assainissement de l'eau pluviale et la création de trottoirs de la rue Maubuisson (cf. plan). Ces travaux seront dénommés ci-après « opération ».

L'objet de la convention porte uniquement sur les travaux entrant dans le champ de compétence de la commune, c'est-à-dire la réalisation, le suivi, la surveillance, ainsi que la réception des travaux de pose de canalisations d'assainissement, permettant le cheminement de l'eau pluviale.

ARTICLE 2 – CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

La commune délègue à la communauté de communes la maîtrise d'ouvrage des travaux relatifs à sa compétence, soit les travaux d'assainissement de l'eau pluviale et la création de trottoirs aux abords de la rue Maubuisson (cf. plan).

Ces travaux consistent précisément à :

- Travaux préliminaires en préparation
- Terrassement en tranchée, y compris remblaiement pour canalisations,
- Fourniture et pose de canalisations d'assainissement,
- Fourniture et pose de bordures et caniveaux,
- Confection de trottoirs,
- Divers (confection d'accès riverain),
- Fournitures et pose de tête de sécurité en béton.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

La communauté de communes s'engage à assurer les missions de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, de suivi, de surveillance, ainsi que de réception pour les travaux de pose de canalisations d'assainissement, permettant l'écoulement de l'eau pluviale, ainsi que la création de trottoirs s'inscrivant dans cette opération.

Ces missions comprennent la gestion administrative, technique et comptable de l'opération jusqu'à la réception des travaux et la remise des ouvrages.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENT DE LA COMMUNE

La commune s'engage à financer les travaux lui incombant décrits à l'article 2 selon les modalités financières prévues à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 5 – MODALITES FINANCIERES

1. Coût des travaux concernés par la présente convention

Le coût estimatif des travaux, objet de la présente délégation s'élève à **155 646.25€ HT**, réparti de la manière suivante :

Désignation	Montant en € HT	Montant en € TTC
Décapage de terre végétale et mise en stock	1 200€	1440€
Décapage de terre végétale et évacuation	350€	420€
Terrassement en déblais, y compris évacuation	1408€	1689.6€
Compactage et réglage du fond de forme des trottoirs	3 400€	4 080€
Fourniture et mise en place de géotextile anticontaminant	4 855.50€	5 826.6€
Fourniture et mise en œuvre de grave 0/31.5 concassée et reconstituée	2 112€	2 534.40€
Fourniture et mise en œuvre de grave 20/40 lave	1806.70€	2 168.04€
Terrassement en tranchée, y compris remblaiement pour canalisation diam 315 et 200 d'une profondeur de 0.80m à 1.20m	4 130€	4 956€
Fourniture et pose de canalisations d'assainissement diam 200-PRV type CR8	980€	1 176€
Fourniture et pose de regard à grille plate ou concave decante de 50x50, profondeur comprise entre 1.00m et 1.30m	6 456€	7 747.20€
Fourniture et pose de bouches d'égout a avaloir et grille T ou A, profondeur entre 1.00m et 1.30m	6 099.60€	7319.52€
Fourniture et pose de drain	7 740€	9 288€
Fourniture et pose d'un acodrain	945€	1 134€
Fourniture et pose de bordure de caniveau CS2	3 162.60€	3 795.12€
Fourniture et pose de bordure de caniveau à 2 lèvres CC1	815€	978€
Fourniture et pose de bordure A2	17 946.50€	21 535.8€
Fourniture et pose de bordure P1	12 210€	14 652€
Fourniture et mise en œuvre de béton bitumeux 0/6 sur trottoir couleur rouge	20 493.50€	24 592.20€
Fourniture et mise en œuvre de joint à l'émulsion de bitume	44.45€	53.34€

Fourniture et mise en œuvre de grave naturelle 0/31.5 pour confection de trottoir neuf	8 550€	10 260€
Confection d'accès riverain	5 632€	6 758.40€
Fourniture et pose de tête de sécurité en béton diam 300	293.25€	351.90€
Montant total	110 630.10€	132 756.12€

Pour précision, le montant total de cette opération est estimé à **155 646.25 € HT** (cf. devis) et réparti de la manière suivante :

- Part de la communauté de communes : **45 016.15€ HT**
- Part de la commune : **110 630.10€ HT**

2. Montant du fonds de concours attribué par la communauté de communes

De par la définition de l'intérêt communautaire en matière de voirie, la communauté de communes est compétente jusqu'à la rive de chaussée des voiries d'intérêt communautaire. Les bordures, caniveaux, trottoirs et autres dispositifs d'assainissement (grilles, canalisations, regards, ...) restent à charge de la commune.

Toutefois, la communauté de communes accompagne les communes dans leurs travaux de traverse d'assainissement sur les voiries d'intérêt communautaire par l'intermédiaire d'un fonds de concours à hauteur de 40% des travaux d'assainissement calculé de la manière suivante :

Les coûts unitaires sont plafonnés pour :

- Fourniture et pose de bordures, caniveaux : 45 € ml
- Fourniture et pose de canalisations : 40 € ml
- Fourniture et pose acodrain : 120 € U
- Fourniture et pose grilles avaloirs : 170 € U

Il est précisé que la fourniture et la pose de canalisations prévues au devis est de 59€ HT ML. Ainsi, conformément aux dispositions rappelées ci-dessus, le fonds de concours sera plafonné en matière de fourniture et pose de canalisation pour une valeur de dépenses de 2800€HT (40€*70ml), et non sur la valeur prévue au devis (4130€HT).

Les travaux d'assainissement sur les voiries d'intérêt communautaire, objets de la présente convention, sont les suivants :

Désignation	Unité	Quantité	Coût à la charge de la commune en € HT	Montant du fonds de concours versé par la communauté de communes
Montant total des travaux d'assainissement			48 567.95 €	
Montant maximum du fonds de concours éligible (40% des travaux d'assainissement)				18 895.18 €
Travaux pris en compte dans le calcul réel du fonds de concours				
Terrassement en tranchée, y compris remblaiement, pour canalisation diam 315 et 200 d'une profondeur de 0.80m à 1.20m	ML	70	2800 €*	1120€
Fourniture et pose de canalisation d'assainissement pour diam 200- PRV type CR8	ML	70	980€	392€
Fourniture et pose de regard à grille plate ou concave decante de 50x50, comprise entre 1.00 m et 1.30m	U	10	6 456€	2582.40€
Fourniture et pose de bouches d'égout à avaloir et grille profil T ou A, profondeur comprise entre 1.00m et 1.30m	U	8	6099.60€	2439.84€
Fourniture et pose de drains	ML	120	7 740€	3096€
Fourniture et pose d'un acodrain	U	9	945€	378€
Fourniture et pose de caniveaux CS2	ML	251	3162.60€	1265.04€
Fourniture et pose de caniveau à 2 lèvres CC1	ML	20	815€	326€
Fourniture et pose de bordure A2	ML	550	17 946.50€	7178.60€
Fourniture et pose de tête de sécurité en béton diamètre 300	U	1	293.25€	117.30€
Montant total du fonds de concours versé à la commune				18 895.18€

***valeur plafonnée au montant pris en compte pour le calcul du fonds de concours**

Le montant du fonds de concours que la communauté de communes versera à la commune pour les travaux d'assainissement des voiries d'intérêt communautaire, objet de la présente convention, est de **18 895.18€**. Ce montant est prévisionnel et correspond au maximum de ce fonds de concours.

3. Bilan financier prévisionnel de l'opération

Le bilan financier prévisionnel de l'opération est le suivant :

Désignation	Montant en € HT	Montant en € TTC
Montant total des travaux de l'opération	155 646.25 €	186 646.50 €
Montant total des travaux à la charge de la commune (cf. article 5.1)	110 630.10€	132 756.12€
Montant total des travaux à la charge de la CCPN	45 016.15€	53 890.38 €
Montant total du fonds de concours versé à la commune (cf. article 5.2)	18 895.18 €	
Montant total restant dû par la commune (montant des travaux commune – fonds de concours)	91 734.92€	113 860.94€
Coût global pour la CCPN	63 911.33 €	72 785.56 €

4. Modalités de paiement

La communauté de communes payera directement l'entreprise qui aura réalisé les travaux de cette opération.

Suite à la réception définitive des travaux, et au paiement des sommes dues à l'entreprise par la communauté de communes, la communauté de communes transmettra à la commune le bilan financier définitif de cette opération pour validation. Ce bilan financier comprendra le montant réel des travaux réalisés ainsi que le montant définitif du fonds de concours calculé par rapport au montant réel des travaux réalisés et selon les conditions rappelées à l'article 5.2.

Dès validation, la communauté de communes procédera à la demande de paiement des sommes dues auprès de la commune sur la base de ce bilan financier.

Toutefois, si le bilan financier définitif s'avère être plus élevé que le bilan prévisionnel fixé à l'article 5.3, il sera procédé à la passation d'un avenant pour prendre en compte ce nouveau montant. En revanche, si le bilan financier définitif est inférieur au bilan financier prévisionnel, il sera procédé directement au paiement des sommes dues par la commune sur la base de ce bilan financier définitif, sans qu'il soit passé un avenant.

ARTICLE 6 – GESTION DES OUVRAGES

La réception des travaux, objet de la délégation de maîtrise d'ouvrage, sera réalisée par la communauté de communes en partenariat avec la commune. La commune pourra assister aux réunions lors de la préparation et de l'exécution des travaux. Dès lors que la réception des ouvrages a été prononcée et à compter de la date du procès-verbal de remise desdits ouvrages, la commune s'engage à accepter les ouvrages lui revenant et à en être seul maître d'ouvrage et gestionnaire.

ARTICLE 7 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à sa date la plus éloignée de signature par les parties et prendra fin à la date la plus éloignée de l'un de ces événements :

- L'achèvement, validé conjointement par les parties, des travaux prévus par la convention, à savoir la réception des ouvrages si celle-ci est prononcée sans réserve ou à la levée de ces dernières le cas échéant,
- Au paiement du bilan financier définitif par la commune.

La durée prévisionnelle des travaux est estimée à 6 mois.

ARTICLE 8 – MODIFICATIONS ULTERIEURES

La présente convention pourra être modifiée, par avenant, dans les conditions suivantes :

- si le montant du bilan financier définitif est supérieur au montant du bilan financier prévisionnel précisé à l'article 5.3,
- ou pour tout autre modification convenue entre les parties.

ARTICLE 9 – REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout différend relatif à l'interprétation, la validité ou l'exécution de ladite convention fera l'objet d'une recherche de conciliation par règlement amiable préalablement à toute action contentieuse devant le tribunal administratif.

ARTICLE 10 – ASSURANCES

Les parties s'engagent à avoir souscrit l'ensemble des assurances nécessaires à l'exécution de présente convention.

ARTICLE 11 – ANNEXES

Liste des annexes :

- Plan des travaux à réaliser sur la rue Maubuisson à Emanville,
- Devis lié à l'opération.

Cette convention est établie en deux exemplaires originaux, soit un pour chacune des parties.

Fait à Le Neubourg
En 2 exemplaires originaux
Le

Pour la commune d'Emanville
Le maire
Thierry Dulut

Pour la communauté de communes du Pays du Neubourg
Le président
Jean-Paul LEGENDRE